

tinople, rompit les négociations entamées au sujet de la Bosnie et annonça qu'elles ne pourraient être reprises qu'après la cessation complète du boycottage. Le boycottage continua, plus rigoureux que jamais, le margrave Pallavicini resta à Constantinople et reprit les pourparlers qui aboutirent à l'accord austro-turc du 27 février. Le gouvernement de Vienne consentait à payer à la Turquie, pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, une somme totale de 54 millions de francs. Quelques jours plus tard, hamals et mahonniers recommençaient à décharger les bateaux autrichiens, le boycottage était fini : il n'avait pas été inoffensif ¹.

IV

Les conflits internationaux tendant de plus en plus à devenir des conflits économiques, il est naturel que les peuples empruntent leurs armes à la vie économique. Entre deux nations modernes, la sécurité du commerce est la condition essentielle des bonnes relations. Napoléon, le premier, avait compris qu'en ruinant le commerce d'un adversaire on pouvait l'amener à capituler ; le plus grand homme de guerre des temps modernes a eu ainsi l'intuition d'une forme nouvelle de la guerre ; nous venons d'en voir les premiers essais. Le baron d'Æhrenthal n'a pas eu que des raisons d'ordre économique de signer un accord avec la Turquie, mais ces raisons ont certainement contribué pour une large part à sa décision ; les plaintes des Chambres de commerce, des industriels, des négociants, des compagnies de navi-

1. Dans certaines localités, à Uskub par exemple, les comités, emportés par leur passion antiétrangère, résistèrent quelque temps aux ordres venus de Constantinople ; mais, malgré ces tentatives, on peut dire que le boycottage a cessé avec autant de discipline qu'il avait commencé.